



La Commune



Entretien avec Maurice Rajsfus pour la sortie de son livre : La France bleu marine

...

Maurice Rajsfus, historien et écrivain, vient de publier *La France bleu marine, de Marcellin à Sarkozy*. Depuis mai 1968, les ministres de l'Intérieur successifs n'ont cessé de perfectionner les mécanismes de la répression. De Raymond Marcellin à Nicolas Sarkozy, un fil conducteur : la suspicion. Le premier dénonçait le complot international menaçant la France, tandis que le second est surtout préoccupé par l'ennemi intérieur. Et le discours du syndicalisme policier va peu à peu devenir complémentaire de celui du ministre de l'Intérieur en fonction. Entretien avec l'auteur.

La Commune : *Maurice, comment l'institution policière arrive t-elle à recruter, comment de simple citoyen devient-on policier ?*

Maurice Rajsfus : Je ne crois pas qu'on devienne policier impunément, le policier n'est jamais un humaniste. On dit souvent que la police recrute à cause du chômage. Je ne crois pas que cela soit vrai. Entrer dans la police, c'est devenir le possesseur d'une sensation de pouvoir.

L. C. : *Quelle est la composition sociologique de cette police ?*

M. R. : C'est assez mélangé. On y trouve aussi beaucoup de petits bourgeois.

L. C. : *On parle beaucoup des " minorités visibles " en ce moment. Est-ce que l'embauche de personnes issues de ces minorités a changé les comportements du corps policier ?*

M. R. : L'embauche des jeunes issus des minorités dans la police n'a pas fait changer les comportements policiers. On pourrait démontrer que depuis 20 ans, l'embauche de femmes, censée humaniser la police, n'a rien humanisé ! Les femmes policières sont souvent aussi violentes que leurs homologues masculins. Il existe même un groupe de policiers homosexuel et lesbien, appelé FLAG, ce qui n'empêche pas la police d'être dans l'ensemble homophobe. De même, l'embauche de personnes d'origine étrangère n'empêche pas la police d'être un corps de métier raciste. L'environnement déshumanise les policiers, quels qu'ils soient, leur hiérarchie les méprise et leur milieu les rejette.

L. C. : *Dans ton dernier livre, La France bleu marine, de Marcellin à Sarkozy, on découvre une certaine constance dans l'histoire de la police et de ses dirigeants, les divers ministres de l'intérieur ?*

M. R. : il est vrai que par rapport à l'époque de Raymond Marcellin (après mai 68), les pratiques de Sarkozy ne sont pas nouvelles, seule la forme a changé : les méthodes de la répression sont plus subtiles, les gros pandores d'avant n'existent plus sous cette forme, mais les pratiques restent. Par exemple, le recrutement des hommes de la BAC (brigade anti-criminalité) se fait sur la base du volontariat, comme pour les brigades spéciales du temps de l'occupation nazie toujours dévouées pour les plus sales boulots. Dans les deux cas, l'institution policière a pu disposer, sur la base du volontariat, des hommes les plus dévoués dans les tâches répressives.

L. C. : *Dans ton livre, tu nous racontes l'histoire du syndicalisme policier et de ses rapports avec le pouvoir : y a-t-il eu des moments où la police s'est montrée critique envers le gouvernement ?*

M. R. : Oui, à quelques rares moments, à la fin des années soixante et en particulier à l'époque de Gérard Monatte (leader syndical policier proche des socialistes), mais ce syndicalisme revendicatif n'existe plus. Le syndicalisme policier, qui s'étiole depuis l'arrivée au ministère de l'Intérieur de Pasqua en 1986, n'est plus que corporatif : les syndicats réclament plus de moyens, de meilleures tenues et plus d'armes. N'oublions pas que l'extrême-droite est très présente dans le syndicalisme policier. Dans son histoire il y a eu, et il y a encore, des syndicats se réclamant clairement de l'extrême-droite. Sous le ministre Debré, le Front National avait créé un syndicat police FN.

Une police de coup d'état

Les idées racistes et fascistes bénéficient d'une bonne réception dans la police. Lors des élections professionnelles, les syndicats d'extrême-droite récoltent au niveau national entre 8 % et 9 % des votes mais, si on regarde les chiffres plus attentivement, on

voit que localement leur score approche 40 % dans l'Est de la France ou plus de 50 % dans les compagnies de CRS.

J'ose dire qu'en France nous avons une police de coup d'État.

L. C. : *On entend beaucoup en ce moment parler d'" ordre républicain " de la part d'élus politiques de gauche et de droite. Que penses-tu de cette notion ?*

M. R. : Tout d'abord, il faut voir quel sens on donne au mot république, si on parle de république bourgeoise, oui, la police est républicaine ; mais sinon la police républicaine est un mythe : par exemple, en 1848, la garde mobile recrutée chez les jeunes prolétaires a brisé les barricades dans Paris. On ne peut pas traiter différemment les problèmes de la police des problèmes de la société capitaliste.

L. C. : *Les polices dans le reste de l'Europe sont-elles aussi répressives que la police française ?*

M. R. : La France est le pays d'Europe occidentale avec la plus grande densité policière : il y a 1 policier pour 250 habitants. C'est aussi le pays où la police est la plus violente.

Chevènement n'a rien à envier à Sarkozy

L. C. : *Que penses-tu des dernières déclarations de Ségolène Royal sur la sécurité et l'envoi des jeunes sous encadrement militaire ?*

M. R. : Ça ne m'étonne pas, ces déclarations sont dans la continuité des actions des ministres socialistes de l'Intérieur. Chevènement était un grand fan de Giuliani, inventeur de la théorie de la tolérance zéro quand il était maire de New York. Les lois Vaillant ou les lois Chevènement n'ont rien à envier à celles de Pasqua ou Sarkozy. Sous les socialistes, rien n'a changé, il y a eu juste une accalmie des violences policières sous le ministre Defferre.

L. C. : *Que faudrait il faire pour réformer la police ?*

M. R. : On essaye de convaincre la population que la police est indispensable à la survie de la société, mais la police est l'institution la moins démocratique et la plus opaque de France : nous sommes non pas dans un État policier, mais dans une société policière. On ne peut pas supprimer la police, mais il faut une utopie moyenne : il faudrait que la police ne soit plus un métier permanent, ça pourrait être une activité provisoire de quelques années sur la base du volontariat.

Propos recueillis par Benoît Lambert.

Modifié le mardi 19 septembre 2006

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il y a les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
